

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 3. De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 januari 1998.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 958

[S - C - 98/27237]

2 AVRIL 1998. — Décret créant l'Agence wallonne à l'exportation (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Création et but*

Article 1^{er}. Il est créé sous la dénomination "Agence wallonne à l'exportation" un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé l'"Agence".

Art. 2. Les missions de l'Agence sont :

1° la promotion extérieure des intérêts économiques et commerciaux des entreprises qui ont un siège d'activités en Région wallonne par le biais de l'organisation de missions, de participations collectives à des foires et manifestations commerciales ou de toute autre action pouvant contribuer à cet objet;

2° le soutien financier des actions individuelles de prospection et d'étude des marchés étrangers telles que définies par le Gouvernement;

3° la gestion des programmes spéciaux de soutien au commerce extérieur;

4° la recherche de débouchés extérieurs pour les produits agricoles et horticoles, y compris les produits agro-alimentaires et l'image de marque de l'agriculture et de l'horticulture;

5° l'analyse et la recherche des opportunités économiques et commerciales au profit des entreprises dans les programmes multilatéraux d'assistance technique et financière mis en œuvre par les organismes internationaux, dans le cadre du partenariat économique international;

6° l'appui logistique et opérationnel à la recherche d'investisseurs étrangers;

7° la coordination du réseau des attachés économiques et commerciaux de la Région wallonne.

L'Agence développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec ses missions.

Art. 3. Les dossiers relatifs aux missions visées à l'article 2, 2°, 3°, 5°, 6° et 7°, sont soumis par le directeur général pour décision au Gouvernement ou au Ministre que ce dernier a délégué à cette fin.

Les dossiers relatifs aux missions visées à l'article 2, 1° et 4°, sont soumis par le directeur général pour décision au conseil d'administration.

CHAPITRE II. — *Composition, compétence et fonctionnement du conseil d'administration*

Art. 4. § 1^{er}. Le conseil d'administration de l'Agence est composé de douze membres, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le Gouvernement en fonction de leurs compétences en matière de commerce extérieur et répartis comme suit :

1° quatre représentants des organisations représentatives de l'industrie, des grandes entreprises non industrielles, des classes moyennes et de l'agriculture, choisis sur une liste double proposée par l'assemblée générale du Conseil économique et social de la Région wallonne;

2° quatre représentants des organisations de travailleurs choisis sur une liste double proposée par l'assemblée générale du Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° quatre représentants du Gouvernement.

Le président et les vice-présidents sont nommés par le Gouvernement sur proposition du conseil d'administration.

§ 2. Assistent également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative : le directeur général et l'inspecteur général de l'Agence, un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, un représentant de l'organe chargé de la recherche d'investisseurs étrangers, un représentant de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture et un représentant du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général de l'Agence, l'inspecteur général de la Division des Relations internationales du Ministère de la Région wallonne assiste aux réunions du conseil d'administration.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration de l'Agence.

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil : 310 (1997-1998), n^{os} 1 à 13.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 18 mars 1998. Discussion et vote.

Art. 5. Le mandat des membres du conseil d'administration est d'une durée de six ans, renouvelable.

Par décision dûment motivée, le Gouvernement peut anticipativement mettre un terme au mandat d'un des membres du conseil d'administration.

En cas de démission, de décès ou de révocation d'un des membres du conseil d'administration, le Gouvernement nomme son remplaçant qui achève le mandat de son prédécesseur.

La qualité de membre du conseil d'administration est incompatible avec celle de membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional ou d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale, avec la fonction de gouverneur de province ou de membre d'une députation permanente.

En outre, la qualité de membre du conseil d'administration est incompatible avec celle de membre d'un organe de direction d'une personne morale de droit public ou privé liée à l'Agence par un contrat de travaux, de fourniture de biens ou de services.

Art. 6. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration désigne son secrétaire parmi les membres du personnel de l'Agence.

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs réservés au Gouvernement, le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement et à la gestion de l'Agence. Le conseil d'administration est chargé notamment :

1° de l'élaboration d'un programme annuel des actions visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° et 4°;

2° de l'établissement chaque année des propositions budgétaires pour l'exercice suivant, conformément aux instructions générales données par le Gouvernement;

3° de l'établissement des comptes d'exécution du budget, de gestion et de variations du patrimoine de l'exercice écoulé;

4° des décisions relatives à la passation et à l'exécution de marchés publics de travaux, de fournitures et de services, ce sans préjudice des délégations de pouvoirs accordées par le Gouvernement aux fonctionnaires dirigeants;

5° de l'acceptation de dons et de legs;

6° de l'élaboration, avant le 30 avril de l'année suivante, d'un rapport annuel d'activités;

7° de soumettre des propositions au Gouvernement sur l'organisation du réseau des attachés économiques et commerciaux;

8° de soumettre annuellement au Gouvernement une évaluation des actions menées, en ce compris la pertinence des instruments et l'efficacité de leur mise en œuvre ainsi qu'un plan stratégique pluriannuel dans lequel peuvent figurer toutes propositions relatives aux mesures à prendre et aux politiques à mener en vue d'améliorer les résultats obtenus dans le cadre de l'exercice des missions de l'Agence.

§ 2. Dès qu'il a reçu l'évaluation visée au § 1^{er}, 8°, le Gouvernement la transmet, pour information, au Conseil régional wallon.

Art. 8. Le conseil d'administration peut soumettre au Gouvernement des propositions de modifications aux lois, décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer. Il est tenu de prévoir les voies et moyens nécessaires à ces modifications. Le conseil d'administration peut aussi adresser au Gouvernement des avis sur toutes propositions de décret ou sur tous amendements concernant la législation que l'Agence est chargée d'appliquer.

Art. 9. Le Gouvernement soumet à l'avis du conseil d'administration tout avant-projet de décret ou de règlement susceptible de modifier les missions de l'Agence ou leur application.

Le conseil d'administration donne son avis dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de l'avant-projet. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Art. 10. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités pour frais de parcours et de séjour et des jetons de présence à allouer au président, aux vice-présidents, aux membres du conseil d'administration et aux commissaires du Gouvernement. Ces indemnités et jetons de présence sont à charge du budget de l'Agence.

CHAPITRE III. — *Gestion journalière*

Art. 11. L'Agence est dirigée par un directeur général, assisté d'un inspecteur général, nommés par le Gouvernement.

Le directeur général de l'Agence est le directeur général de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées aux fonctionnaires dirigeants, sans préjudice des compétences réservées au conseil d'administration.

Art. 12. Sans préjudice des délégations fixées par le Gouvernement, le directeur général exécute les décisions du conseil d'administration; il donne à ce dernier toutes informations et soumet toutes propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Le directeur général représente l'Agence dans les actes judiciaires tant en demandant qu'en défendant, et agit valablement en son nom et pour son compte dans les limites de la gestion journalière. L'inspecteur général le remplace quand il est absent ou empêché.

CHAPITRE IV. — *Siège et personnel de l'Agence*

Art. 13. Le Gouvernement fixe le siège de l'Agence et le statut administratif et pécuniaire du personnel.

Le Gouvernement arrête le cadre du personnel, après proposition du conseil d'administration.

Le Gouvernement détermine, d'une part, les modalités de transfert vers l'Agence des membres du personnel de l'Agence wallonne à l'exportation du Ministère de la Région wallonne et des attachés économiques et commerciaux de la Région wallonne et, d'autre part, les modalités de permutation entre l'Agence et le Ministère de la Région wallonne.

Art. 14. L'Agence procède au recrutement et à l'engagement de son personnel moyennant l'autorisation du Gouvernement.

Les critères de recrutement des attachés économiques et commerciaux sont arrêtés par le Gouvernement sur proposition du conseil d'administration.

CHAPITRE V. — *Gestion financière*

Art. 15. Les biens, droits et obligations transférés à l'Agence sont arrêtés par le Gouvernement.

Les ressources de l'Agence sont :

- 1° les recettes provenant de ses activités, en ce compris les contributions volontaires provenant d'organisations représentatives des différents secteurs publics et privés de l'économie wallonne;
- 2° le produit de son patrimoine;
- 3° les subventions à charge du budget de la Région wallonne;
- 4° les subventions en provenance de personnes morales de droit public;
- 5° les dons et legs autorisés par le conseil d'administration.

Art. 16. L'Agence établit annuellement son budget et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce budget est communiqué à titre d'information au Conseil régional wallon en annexe du projet de budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 17. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de l'Agence, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 18. Les transferts et dépassements de crédits portés au budget de l'Agence doivent être autorisés par le Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle prévue initialement dans le budget de la Région, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 19. Le Gouvernement détermine les règles relatives à la comptabilité, à la reddition des comptes ainsi qu'aux situations et rapports périodiques de l'Agence.

Le conseil d'administration dresse, pour le 30 avril au plus tard, le compte annuel d'exécution de son budget, ainsi qu'une situation active et passive au 31 décembre de l'année considérée et propose au Gouvernement, qui les approuve, les comptes de l'Agence.

Les comptes de l'Agence sont transmis à la Cour des comptes, en vue de leur contrôle, au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

Art. 20. Le Gouvernement fixe, sur proposition du conseil d'administration, les règles relatives :

- 1° à la détermination des bénéfices et à leur affectation;
- 2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;
- 3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :
 - a) des amortissements;
 - b) des dotations aux fonds de renouvellement;
 - c) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 21. L'Agence est placée sous le contrôle du Gouvernement.

L'exercice des diverses missions de l'Agence doit se faire conformément aux priorités et aux orientations définies dans un contrat de gestion passé entre le Gouvernement et le conseil d'administration.

Dès sa conclusion, le contrat de gestion est communiqué pour information par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

Ce contrat est triennal et est annexé au budget de l'Agence.

Le Gouvernement en détermine la procédure d'élaboration et les modalités de mise en œuvre.

Le contrat de gestion porte notamment sur :

- les objectifs généraux assignés à l'Agence pour les trois années à venir;
- les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre;
- les sanctions en cas de manquement aux objectifs et délais fixés par le contrat de gestion.

Le contrat est conclu entre le Gouvernement et le conseil d'administration au plus tard lors de l'approbation par le Gouvernement du budget de la première année qu'il couvre.

Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par le conseil d'administration et les commissaires du Gouvernement; il est communiqué au Conseil régional wallon.

Art. 22. Le Gouvernement nomme deux commissaires sur proposition respectivement du Ministre ayant le Commerce extérieur dans ses attributions et du Ministre du Budget.

Les commissaires du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Dans un délai de quatre jours ouvrables, ils exercent un recours contre toute décision qu'ils jugent contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion, à l'intérêt général et aux principes de bonne gestion. Ce recours est suspensif. Ce délai prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'ils aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de vingt jours ouvrables, prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive. Ce délai peut être prorogé de dix jours par décision du Gouvernement. La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée au conseil d'administration.

Le commissaire du Gouvernement désigné sur la proposition du Ministre du Budget contrôle en permanence sur place les opérations de l'Agence qui ont une incidence comptable, financière ou budgétaire.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le Gouvernement soumet à l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne tout avant-projet de décret susceptible de modifier les missions de l'Agence ou leur application.

Art. 24. L'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est complété comme suit : "11° Agence wallonne à l'exportation".

Art. 25. Le décret du 22 février 1990 portant création de l'Agence wallonne à l'exportation est abrogé.

Art. 26. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 avril 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 958

[S - C - 98/27237]

2. APRIL 1998 — Dekret zur Gründung der "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Gründung und Zielsetzung*

Artikel 1 - Unter der Bezeichnung "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur) wird eine Einrichtung öffentlichen Interesses mit Rechtspersönlichkeit gegründet, nachfolgend die "Agentur" genannt.

Art. 2 - Die Agentur nimmt folgende Aufgaben wahr:

1° die Förderung im Ausland der Wirtschafts- und Handelsinteressen der Unternehmen, die einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben, durch die Organisation von kommerziellen Missionen, durch die kollektive Teilnahme an Messen und Handelsveranstaltungen oder durch jegliche zweckdienliche Aktion;

2° die finanzielle Beteiligung an von der Regierung festgelegten individuellen Aktionen auf dem Gebiet der Kundenwerbung und Absatzforschung auf ausländischen Märkten;

3° die Führung von Sonderprogrammen zur Förderung des Außenhandels;

4° die Erschließung von ausländischen Absatzmärkten für Erzeugnisse aus Landwirtschaft und Gartenbau, einschließlich der Erzeugnisse der Agrar- und Ernährungswirtschaft sowie das Image der Landwirtschaft und des Gartenbaus;

5° die Analyse und Ermittlung von Möglichkeiten auf dem Gebiet der Wirtschaft und des Handels zugunsten der Unternehmen im Rahmen der multilateralen Programme zur technischen und finanziellen Unterstützung, die von internationalen Organisationen im Rahmen internationaler Wirtschaftspartnerschaften durchgeführt werden;

6° die logistische und operationelle Unterstützung bei der Suche nach ausländischen Investoren;

7° die Koordination des Netzes der Wirtschafts- und Handelsattachés der Wallonischen Region.

Die Agentur entwickelt jegliche Form von Zusammenarbeit mit öffentlichen oder privatrechtlichen Partnern, die in ihrem Aufgabenbereich tätig sind.

(1) *Sitzung 1997-1998.*

Dokumente des Rates: 310 (1997-1998), Nrn. 1 bis 13.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 18. März 1998. Diskussion und Abstimmung

Art. 3 - Die Akten für die in Artikel 2, 2°, 3°, 5°, 6° und 7° genannten Aufgabenbereiche werden durch den Generaldirektor der Regierung oder dem von der Regierung zu diesem Zweck bezeichneten Minister zwecks Beschlußfassung unterbreitet.

Die Akten für die in Artikel 2, 1° und 4° genannten Aufgabenbereiche werden durch den Generaldirektor dem Verwaltungsrat zwecks Beschlußfassung unterbreitet.

KAPITEL II. — *Zusammensetzung, Zuständigkeit und Arbeitsweise des Verwaltungsrates*

Art. 4 - § 1 - Der Verwaltungsrat der Agentur setzt sich aus zwölf Mitgliedern zusammen, unter denen sich ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende befinden. Diese zwölf Mitglieder werden von der Regierung auf der Grundlage ihrer Kompetenzen auf dem Gebiet des Außenhandels ernannt und setzen sich folgendermaßen zusammen:

1° vier Vertreter der Organisationen, die die Industrie, die nicht-industriellen Großunternehmen, den Mittelstand und die Landwirtschaft vertreten und die aus einer von den in Generalversammlung tagenden Mitgliedern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;

2° vier Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen, die aus einer von den in Generalversammlung tagenden Mitgliedern des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vorgeschlagenen doppelten Liste gewählt werden;

3° vier Vertreter der Regierung.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden werden von der Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrates ernannt.

§ 2 - Folgende Personen wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates ebenfalls mit beratender Stimme bei: der Generaldirektor und der Generalinspektor der Agentur, ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, ein Vertreter des mit der Suche ausländischer Investoren beauftragten Organs, ein Vertreter des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) sowie ein Vertreter des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region.

Im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des Generaldirektors der Agentur wohnt der Generalinspektor der Abteilung Internationale Beziehungen des Ministeriums der Wallonischen Region den Sitzungen des Verwaltungsrates bei.

§ 3 - Die Kommissare der Regierung wohnen den Sitzungen des Verwaltungsrates der Agentur mit beratender Stimme bei.

Art. 5 - Die Dauer des Mandats der Mitglieder des Verwaltungsrates beträgt sechs Jahre. Das Mandat ist erneuerbar.

Mittels eines ausführlich begründeten Beschlusses ist die Regierung berechtigt, das Mandat eines der Mitglieder des Verwaltungsrates vorzeitig zu beenden.

Im Falle des Rücktritts, des Ablebens oder der Absetzung eines der Mitglieder des Verwaltungsrates ernannt die Regierung das Ersatzmitglied, das das Mandat seines Vorgängers zu Ende führt.

Die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates ist mit folgenden Ämtern unvereinbar: Mitglied der Föderalregierung, einer gemeinschaftlichen oder regionalen Regierung oder einer gesetzgebenden föderalen, gemeinschaftlichen oder regionalen Versammlung, Amt als Provinzgouverneur oder Mitglied eines Ständigen Ausschusses.

Des weiteren ist die Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates unvereinbar mit der als Mitglied des Führungsorgans einer juristischen Person des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts, die mit der Agentur in einem Vertragsverhältnis über die Ausführung von Arbeiten oder die Lieferung von Gütern oder Dienstleistungen steht.

Art. 6 - Der Verwaltungsrat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, die er der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Auf Vorschlag des Generaldirektors bezeichnet der Verwaltungsrat seinen Schriftführer unter den Personalmitgliedern der Agentur.

Art. 7 - § 1 - Unbeschadet jener Vollmachten, die der Regierung vorbehalten werden, verfügt der Verwaltungsrat über alle im Rahmen der Arbeitsweise und Verwaltung der Agentur notwendigen Vollmachten. Der Verwaltungsrat nimmt u.a. folgende Aufgaben wahr:

1° die Ausarbeitung eines Jahresplans für die in Artikel 2, Absatz 1, 1° und 4° angeführten Aktivitäten;

2° die jährliche Ausarbeitung der Haushaltsvorschläge für den nächsten Haushalt, gemäß den von der Regierung erteilten allgemeinen Richtlinien;

3° die Aufstellung der Konten zur Haushaltsdurchführung, der Verwaltungskonten und der Konten der Vermögensschwankungen des verflossenen Haushaltsjahres;

4° die Beschlußfassung über die Vergabe und die Durchführung der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, und zwar unbeschadet der Befugnisübertragung auf die leitenden Beamten durch die Regierung;

5° die Annahme von Spenden und Vermächtnissen;

6° die jährliche Ausarbeitung vor dem 30. April des nächsten Jahres eines Tätigkeitsberichts;

7° die Unterbreitung von Vorschlägen bei der Regierung über die Organisation des Netzes von Wirtschafts- und Handelsattachés;

8° die jährliche Unterbreitung bei der Regierung einer Bewertung der durchgeführten Aktionen, einschließlich der Zweckdienlichkeit der Mittel und der Wirksamkeit ihrer Umsetzung, sowie einer über mehrere Jahre angelegten Strategie, in der alle Vorschläge angeführt werden können, die Maßnahmen und Strategien betreffen, um die im Rahmen der Ausübung der Aufgaben der Agentur erzielten Ergebnisse zu verbessern.

§ 2 - Sobald sie die in § 1, 8° angeführte Bewertung erhalten hat, übermittelt die Regierung diese zur Information dem Wallonischen Regionalrat.

Art. 8 - Der Verwaltungsrat kann der Regierung Abänderungsvorschläge zu Gesetzen, Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung er beauftragt ist, unterbreiten. Der Verwaltungsrat ist verpflichtet, alle für diese Abänderungen notwendigen Wege und Mittel einzuplanen. Er kann der Regierung ebenfalls Gutachten übermitteln zu allen Dekret- oder Abänderungsvorschlägen bezüglich der Gesetzgebung, die die Agentur anwenden muß.

Art. 9 - Die Regierung unterbreitet dem Verwaltungsrat zwecks Gutachten jeden Vorentwurf eines Dekrets oder einer Regelung, durch den bzw. durch die die Aufgaben der Agentur oder deren Umsetzung abgeändert werden können.

Der Verwaltungsrat erteilt sein Gutachten innerhalb eines Monats ab dem Tag, an dem der Vorentwurf versandt wurde. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als positiv.

Art. 10 - Die Regierung legt die Höhe der Entschädigung für Fahrt- und Aufenthaltskosten sowie der Anwesenheitsgelder, die dem Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden, den Mitgliedern des Verwaltungsrates und den Kommissaren der Regierung gewährt werden. Diese Entschädigungen und Anwesenheitsgelder gehen zu Lasten des Haushalts der Agentur.

KAPITEL III. — *Tägliche Verwaltung*

Art. 11 - Die Leitung der Agentur wird durch einen Generaldirektor, dem ein Generalinspektor zur Seite steht, wahrgenommen. Beide werden von der Regierung ernannt.

Bei dem Generaldirektor der Agentur handelt es sich um den Generaldirektor der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen des Ministeriums der Wallonischen Region.

Die Regierung legt die Befugnisse fest, die auf die leitenden Beamten übertragen werden, unbeschadet der dem Verwaltungsrat vorbehaltenen Zuständigkeitsbereiche.

Art. 12 - Unbeschadet der von der Regierung bestimmten Befugnisse führt der Generaldirektor die Beschlüsse des Verwaltungsrates durch; er übermittelt dem Letztgenannten alle Informationen und unterbreitet alle Vorschläge, die für einen reibungslosen Arbeitsablauf der Agentur von Nutzen sind.

Der Generaldirektor vertritt die Agentur bei allen Gerichtshandlungen, sowohl als Kläger als auch als beklagte Partei. Er handelt dabei gültig in ihrem Namen und in ihrem Auftrag innerhalb der Grenzen der täglichen Verwaltung. Der Generalinspektor vertritt den Generaldirektor bei Abwesenheit oder Verhinderung.

KAPITEL IV. — *Sitz und Personal der Agentur*

Art. 13 - Die Regierung legt den Sitz der Agentur sowie das Verwaltungs- und Gehaltsstatut des Personals fest.

Die Regierung legt den Stellenplan auf Vorschlag des Verwaltungsrates fest.

Die Regierung bestimmt einerseits die Durchführungsbestimmungen der Übertragung von Personalmitgliedern der Wallonischen Exportagentur des Ministeriums der Wallonischen Region und der Wirtschafts- und Handelsattachés der Wallonischen Region auf die Agentur und andererseits die Durchführungsbestimmungen für Stellentausche zwischen der Agentur und dem Ministerium der Wallonischen Region.

Art. 14 - Die Agentur führt die Anwerbung und die Einstellung ihres Personals mit der Genehmigung der Regierung durch.

Die Anwerbkriterien für die Wirtschafts- und Handelsattachés werden von der Regierung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

KAPITEL V. — *Finanzverwaltung*

Art. 15 - Die auf die Agentur übertragenen Güter, Rechte und Pflichten werden von der Regierung festgelegt.

Die Agentur verfügt über folgende Einnahmequellen:

1° die Einnahmen aus ihren Aktivitäten, einschließlich der freiwilligen Beiträge von Organisationen, die die verschiedenen öffentlichen und privaten Wirtschaftszweige der Wallonie vertreten;

2° der Ertrag ihres Vermögens;

3° die Zuschussung zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region;

4° die Zuschussung seitens juristischer Personen des öffentlichen Rechts;

5° die durch den Verwaltungsrat genehmigten Spenden und Vermächtnisse.

Art. 16 - Die Agentur arbeitet jährlich ihren Haushaltsplan aus und legt ihn der Regierung zur Genehmigung vor. Dieser Haushaltsplan wird dem Wallonischen Regionalrat zur Information in der Anlage zum Entwurf des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region übermittelt.

Art. 17 - Die Ermangelung einer Genehmigung am ersten Tag des Haushaltsjahres hindert die Agentur nicht daran, die in ihrem Haushaltsentwurf vorgesehenen Finanzmittel zu benutzen, es sei denn es handelt sich dabei um Auslagen einer neuen Art, die durch den Haushalt des vorherigen Jahres nicht bereits genehmigt worden waren.

Art. 18 - Die in dem Haushaltsplan der Agentur eingetragenen Mittelübertragungen und -überschreitungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Laufen die geplanten Mittelüberschreitungen Gefahr, eine finanzielle Intervention zu verursachen, die über der liegt, die ursprünglich im Haushalt der Region eingeplant war, müssen sie vorher durch die Wahl entsprechender Mittel in dem allgemeinen Ausgabenhaushalt der Wallonischen Region genehmigt werden.

Art. 19 - Die Regierung legt die Bestimmungen für die Buchführung, die Rechnungsablegung sowie für die periodischen Berichte der Agentur fest.

Der Verwaltungsrat legt vor dem 30. April die Jahresabrechnung der Haushaltsdurchführung vor, sowie eine Bilanz der Aktiva und Passiva zum 31. Dezember des betreffenden Jahres. Er unterbreitet des weiteren der Regierung die Konten der Agentur zwecks Genehmigung.

Spätestens am 31. Mai des Jahres nach dem betreffenden Haushaltsjahr werden die Konten der Agentur dem Rechnungshof zur Überprüfung übermittelt.

Art. 20 - Die Regierung legt auf Vorschlag des Verwaltungsrates die Regelung zu folgenden Punkten fest:

1° die Bestimmung des Gewinns und seine Verwendung;

- 2° die Berechnungsweise der Bestandteile des Vermögens der Agentur;
 3° die Methode zur Berechnung und Festlegung des Höchstbetrags:
 a) der Abschreibungen;
 b) der Dotationen für die Erneuerungsfonds;
 c) der Sonderrücklagen und sonstigen Rücklagen, deren Notwendigkeit durch die Art der Aktivitäten der Agentur entsteht.

KAPITEL VI. — *Kontrolle*

Art. 21 - Die Agentur untersteht der Kontrolle der Regierung.

Die Ausübung der verschiedenen Aufgaben der Agentur hat gemäß den Prioritäten und Orientierungen zu geschehen, die in dem zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat abgeschlossenen Verwaltungsvertrag definiert sind.

Nach Abschluß übermittelt die Regierung den Verwaltungsvertrag unverzüglich dem Wallonischen Regionalrat zur Information.

Dieser Vertrag hat eine Gültigkeitsdauer von drei Jahren und wird dem Haushaltsplan der Agentur in der Anlage beigefügt.

Die Regierung bestimmt das Ausarbeitungsverfahren und die Durchführungsbestimmungen des Vertrags.

Der Verwaltungsvertrag bezieht sich insbesondere auf:

- die allgemeinen Zielsetzungen der Agentur für die nächsten drei Jahre;
- die Wege und Mittel, um diese Zielsetzungen zu erreichen;
- die Strafen bei Nichterfüllung der durch den Verwaltungsvertrag festgelegten Ziele und Fristen.

Der Vertrag wird zwischen der Regierung und dem Verwaltungsrat abgeschlossen, und zwar spätestens bei der Genehmigung durch die Regierung des Haushaltsplans des ersten Jahres, auf den er sich bezieht.

Eine jährliche Bewertung der Durchführung des Verwaltungsvertrags wird der Regierung durch den Verwaltungsrat und die Kommissare der Regierung unterbreitet; er wird dem Wallonischen Regionalrat ebenfalls übermittelt.

Art. 22 - Die Regierung ernennt einen Kommissar auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört und einen Kommissar auf Vorschlag des Ministers des Haushalts.

Die Kommissare der Regierung verfügen im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben über ausgedehnte Befugnisse.

Innerhalb von vier Arbeitstagen erheben sie Klage gegen jeden Beschluß, der ihres Erachtens gegen die Gesetze, Dekrete, Erlasse, gegen den Verwaltungsvertrag, gegen das allgemeine Interesse oder gegen die Grundsätze einer gesunden Verwaltung, verstößt. Diese Klage ist aufschiebend. Die vorerwähnte Frist beginnt ab dem Tag der Sitzung, auf der der fragliche Beschluß getroffen wurde, insofern die Kommissare ordnungsgemäß zu dieser Sitzung geladen wurden, oder im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem sie über den Beschluß in Kenntnis gesetzt wurden.

Falls die mit der Klage befaßte Regierung die Nichtigerklärung nicht innerhalb einer Frist von zwanzig Arbeitstagen, die am gleichen Tag wie die im vorangehenden Absatz erwähnte Frist beginnt, verkündet hat, wird der Beschluß endgültig. Die Frist kann durch Regierungsbeschluß um zehn Tage verlängert werden. Der Beschluß zur Verlängerung der Frist oder zur Nichtigerklärung wird dem Verwaltungsrat übermittelt.

Der auf Vorschlag des Ministers des Haushalts bezeichnete Kommissar der Regierung überwacht permanent vor Ort die Handlungen der Agentur, die eine Auswirkung auf die Buchführung, die Finanzen oder den Haushalt haben.

KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Die Regierung unterbreitet dem "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) zwecks Gutachten jedes Vorprojekt eines Dekrets, durch das die Aufgaben der Agentur oder deren Umsetzung abgeändert werden können.

Art. 24 - Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1988 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, wird folgendermaßen ergänzt: "11° Die "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur)".

Art. 25 - Das Dekret vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur wird aufgehoben.

Art. 26 - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. April 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
 des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCIEN

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 958

[S - C - 98/27237]

**2 APRIL 1998. — Decreet houdende oprichting
van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting en doelstellingen*

Artikel 1. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht onder de naam "Agence wallonne à l'Exportation", hierna "Agence" genoemd.

Art. 2. Het "Agence" vervult de volgende opdrachten :

1° de economische en commerciële belangen van de ondernemingen waarvan de activiteitenzetel in het Waalse Gewest gevestigd is, in het buitenland behartigen via opdrachten, gezamenlijke deelname aan handelsbeurzen en -evenementen of via elke andere actie waarbij dat doel kan worden bereikt;

2° financiële steun verlenen voor individuele acties i.v.m. de prospectie en de verkenning van buitenlandse markten, zoals bepaald door de Regering;

3° de speciale steunprogramma's voor buitenlandse handel beheren;

4° buitenlandse afzetgebieden zoeken voor landbouw- en tuinbouwproducten, met inbegrip van agrovoedingsproducten en van het image van de land- en tuinbouw;

5° gunstige economische en commerciële mogelijkheden zoeken en analyseren ten bate van ondernemingen in de multilaterale programma's voor technische en financiële steun die de internationale instellingen hebben opgemaakt in het kader van het internationale economische partnership;

6° logistieke en operationele steun verlenen bij het zoeken naar buitenlandse investeerders;

7° zorgen voor de coördinatie van het netwerk van de economische en handelsattachés van het Waalse Gewest.

Het "Agence" ontwikkelt elke vorm van samenwerking met openbare of privé partners in verband met zijn opdrachten.

Art. 3. De dossiers betreffende de in artikel 2, 2°, 3°, 5°, 6° en 7°, bedoelde opdrachten worden door de directeur-generaal onderworpen aan de beslissing van de Regering of van de Minister die zij daartoe heeft gemachtigd.

De dossiers betreffende de in artikel 2, 1° en 4°, bedoelde opdrachten worden door de directeur-generaal aan de beslissing van de raad van bestuur onderworpen.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling, bevoegdheden en werking van de raad van bestuur*

Art. 4. § 1. De raad van bestuur van het "Agence" bestaat uit twaalf leden, waaronder de voorzitter en twee ondervoorzitters, die door de Regering benoemd worden op grond van hun bevoegdheden inzake buitenlandse handel en die onderverdeeld zijn als volgt :

1° vier vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties van de nijverheid, de grote niet-industriële ondernemingen, de middenstand en de landbouw, gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de algemene vergadering van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

2° vier vertegenwoordigers van de arbeidersorganisaties, gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de algemene vergadering van de "Conseil économique et social de la Région wallonne";

3° vier vertegenwoordigers van de Regering.

De voorzitter en de ondervoorzitters worden door de Regering benoemd op de voordracht van de raad van bestuur.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem : de directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het "Agence", een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, een vertegenwoordiger van de instelling die buitenlandse investeerders moet zoeken, een vertegenwoordiger van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van Land- en Tuinbouw) en een vertegenwoordiger van het algemeen secretariaat van het Ministerie van het Waalse Gewest.

In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal van het "Agence" woont de inspecteur-generaal van de Afdeling Internationale Betrekkingen van het Ministerie van het Waalse Gewest de vergaderingen van de raad van bestuur bij in zijn plaats.

§ 3. De commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van het "Agence" bij met raadgevende stem.

Art. 5. Het mandaat van de leden van de raad van bestuur loopt zes jaar en is vernieuwbaar.

Mits behoorlijk met redenen omklede beslissing kan de Regering een voortijdig einde maken aan het mandaat van de leden van de raad van bestuur.

Indien een lid van de raad van bestuur ontslag neemt, overlijdt of ontslagen wordt, benoemt de Regering een plaatsvervanger om zijn mandaat te voleindigen.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is overeenigbaar met die van lid van de Federale regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering of van een federale, gemeenschappelijke of gewestelijke wetgevende vergadering, met de functie van provinciegouverneur of van lid van een bestendige deputatie.

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de Raad : 310 (1997-1998), nrs. 1 tot 13.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 18 maart 1998. Bespreking en stemming.

De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is bovendien onverenigbaar met die van lid van een bestuursorgaan van een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die met het "Agence" een overeenkomst voor werken, leveringen en diensten heeft gesloten.

Art. 6. De raad van bestuur maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Op de voordracht van de directeur-generaal wijst de raad van bestuur zijn secretaris aan onder de personeelsleden van het "Agence".

Art. 7. § 1. Onverminderd de aan de Regering voorbehouden bevoegdheden beschikt de raad van bestuur over de nodige bevoegdheden om de werking en het beheer van het "Agence" te verzekeren. De raad van bestuur is o.a. belast met de volgende taken :

1° jaarlijks een programma opmaken voor de in artikel 2, eerste lid, 1° en 4°, bedoelde acties;

2° jaarlijks budgettaire voorstellen uitwerken voor het volgende boekjaar, overeenkomstig de algemene voorschriften van de Regering;

3° de rekeningen vaststellen voor de uitvoering van de begroting, het beheer en de variaties van het patrimonium voor het afgelopen boekjaar;

4° beslissingen nemen i.v.m. de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, onverminderd de bevoegdheden die de Regering aan de leidend ambtenaren verleent;

5° schenkingen en legaten in ontvangst nemen;

6° jaarlijks vóór 30 april van het volgende jaar een activiteitenverslag opmaken;

7° de Regering jaarlijks voorstellen doen i.v.m. de organisatie van het netwerk van de economische en handelsattachés;

8° de Regering jaarlijks een evaluatie van de gevoerde acties voorleggen, waarbij wordt nagegaan of de geschikte middelen worden aangewend en of ze efficiënt zijn, alsook een strategisch meerjarenplan met alle voorstellen betreffende de te nemen maatregelen en het te voeren beleid om betere resultaten te behalen in het kader van de uitoefening van de opdrachten van het "Agence".

§ 2. De Regering maakt de in § 1, 8°, bedoelde evaluatie ter informatie over aan de Waalse Gewestraad.

Art. 8. De raad van bestuur kan de Regering voorstellen doen om wijzigingen aan te brengen in de wetten, decreten en besluiten die hij moet toepassen. Hij moet voorzien in de nodige middelen om deze wijzigingen aan te brengen. De raad van bestuur kan de Regering ook advies geven over elk decreetsvoorstel of elk amendement van de door het "Agence" toe te passen wetgeving.

Art. 9. De Regering verzoekt de raad van bestuur om advies over ieder voorontwerp van decreet of van reglement waarbij de opdrachten van het "Agence" of de uitvoering ervan gewijzigd kunnen worden.

De raad van bestuur geeft advies binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum waarop het voorontwerp wordt ingediend. Na verloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 10. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten en van de presentiegelden die toegekend moeten worden aan de voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de raad van bestuur en de commissarissen van de Regering. Die vergoedingen en presentiegelden zijn ten laste van de begroting van het "Agence".

HOOFDSTUK III. — *Dagelijks beheer*

Art. 11. Het "Agence" staat onder de leiding van een directeur-generaal die door een inspecteur-generaal wordt bijgestaan. Beiden worden door de Regering benoemd.

De directeur-generaal van het "Agence" is de directeur-generaal van de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Regering bepaalt welke bevoegdheden aan de leidend ambtenaren worden toegekend, onverminderd de aan de raad van bestuur voorbehouden bevoegdheden.

Art. 12. Onverminderd de door de Regering bepaalde bevoegdheden voert de directeur-generaal de beslissingen van de raad van bestuur uit; hij verstrekt hem alle inlichtingen en doet hem alle voorstellen die noodzakelijk zijn voor de goede werking van het "Agence".

De directeur-generaal vertegenwoordigt het "Agence" als eiser en als verweerder in de gerechtelijke akten, en handelt, binnen de perken van het dagelijkse beheer, op geldige wijze in zijn naam en voor zijn rekening. Als hij afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door de inspecteur-generaal.

HOOFDSTUK IV. — *Zetel en personeel van het "Agence"*

Art. 13. De Regering stelt de zetel van het "Agence" vast en bepaalt het administratieve en geldelijke statuut van het personeel.

De Regering bepaalt de personeelsformatie op de voordracht van de raad van bestuur.

De Regering bepaalt, enerzijds, de voorwaarden waaronder de personeelsleden van het "Agence wallonne à l'Exportation" van het Ministerie van het Waalse Gewest en de economische en handelsattachés van het Waalse Gewest naar het "Agence" worden overgeplaatst en, anderzijds, de voorwaarden voor de permutatie tussen het "Agence" en het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 14. De personeelsleden van het "Agence" worden geworven en in dienst genomen met de instemming van de Regering.

De wervingscriteria voor de economische en handelsattachés worden vastgesteld door de Regering op de voordracht van de raad van bestuur.

HOOFDSTUK V. — *Financieel beheer*

Art. 15. De Regering bepaalt welke goederen, rechten en verplichtingen aan het "Agence" worden overgedragen.

De middelen van het "Agence" bestaan uit :

1° de ontvangsten uit zijn activiteiten, met inbegrip van vrijwillige bijdragen van de representatieve vakorganisaties uit de verschillende openbare en privé-sectoren van de Waalse economie;

2° de opbrengst van zijn patrimonium;

- 3° de toelagen ten laste van de begroting van het Waalse Gewest;
- 4° de toelagen die door publiekrechtelijke rechtspersonen worden verleend;
- 5° de schenkingen en legaten waarmee de raad van bestuur instemt.

Art. 16. Het "Agence" maakt jaarlijks zijn begroting op en onderwerpt ze aan de goedkeuring van de Regering. De begroting wordt als bijlage bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad.

Art. 17. Als de begroting niet is goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, mogen de kredieten waarin het begrotingsontwerp van het "Agence" voorziet desalniettemin gebruikt worden, behalve als het gaat om een nieuw soort uitgaven die de begroting van het vorige jaar niet toelaat.

Art. 18. De op de begroting van het "Agence" geboekte kredietoverdrachten en -overschrijdingen moeten toegestaan worden door de Regering.

Als de geplande kredietoverschrijdingen een hogere financiële bijdrage vereisen dan die waarin aanvankelijk voorzien was op de begroting van het Gewest, moet eerst een overeenstemmend krediet op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest goedgekeurd worden.

Art. 19. De Regering bepaalt de regels m.b.t. de boekhouding, de rekening en verantwoording, alsook de periodieke standen en verslagen van het "Agence".

De raad van bestuur maakt jaarlijks uiterlijk 30 april de rekening op voor de uitvoering van zijn begroting, alsook een stand van de activa en passiva op 31 december van het bedoelde jaar en onderwerpt de rekeningen van het "Agence" aan de Regering, die ze goedkeurt.

De rekeningen van het "Agence" worden uiterlijk 31 mei van het jaar na het bedoelde boekjaar voor controle overgemaakt aan het Rekenhof.

Art. 20. Op de voordracht van de raad van bestuur bepaalt de Regering de regels voor :

- 1° de vaststelling van de winsten en hun bestemming;
- 2° de schatting van de bestanddelen van het patrimonium;
- 3° de berekening en de vaststelling van het maximumbedrag van :
 - a) de afschrijvingen;
 - b) de dotaties aan de vernieuwingsfondsen;
 - c) de bijzondere reserves en andere bestemmingsreserves die vereist worden wegens de aard van de activiteiten van de instelling.

HOOFDSTUK VI. — *Toezicht*

Art. 21. Het "Agence" staat onder het toezicht van de Regering.

Het "Agence" moet zijn opdrachten uitvoeren overeenkomstig de prioriteiten en krijtlijnen die vastgelegd zijn in een door de Regering en de raad van bestuur gesloten beheersovereenkomst.

Zodra ze is gesloten, wordt de beheersovereenkomst door de Regering ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad.

De overeenkomst loopt drie jaar en wordt bij de begroting van het "Agence" gevoegd.

De Regering bepaalt de procedure voor het uitwerken van de overeenkomst en de wijze waarop ze moet worden uitgevoerd.

De beheersovereenkomst betreft o.a. :

- de algemene doelstellingen van het "Agence" voor de drie komende jaren;
- de te gebruiken middelen om die doelstellingen te halen;
- de straffen als de bij de beheersovereenkomst vastgestelde doelstellingen en termijnen niet in acht worden genomen.

De overeenkomst wordt door de Regering en de raad van bestuur gesloten uiterlijk de dag waarop de begroting van het eerste jaar waarop zij betrekking heeft, door de Regering wordt goedgekeurd.

De raad van bestuur en de commissarissen van de Regering bezorgen de Regering jaarlijks een verslag waarin de uitvoering van de beheersovereenkomst wordt geëvalueerd; dat verslag wordt aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

Art. 22. De Regering benoemt twee commissarissen op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Handel en van de Minister van Begroting.

De commissarissen van de Regering hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

Ze gaan binnen een termijn van vier werkdagen in beroep tegen elke beslissing die ze in strijd achten met de wetten, decreten, besluiten, de beheersovereenkomst, het algemeen belang en de principes van goed beheer. Het beroep heeft schorsende kracht. De termijn begint te lopen vanaf de datum van de vergadering waarop de beslissing wordt genomen, op voorwaarde dat de commissarissen regelmatig opgeroepen worden en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze in kennis worden gesteld van de beslissing.

Als de Regering, bij wie het beroep wordt ingesteld, de vernietiging van de beslissing niet heeft uitgesproken binnen een termijn van twintig werkdagen die begint te lopen op dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing definitief. Die termijn kan met tien dagen worden verlengd bij een besluit van de Regering. Het besluit tot verlenging of vernietiging wordt betekend aan de raad van bestuur.

De commissaris van de Regering, aangewezen op de voordracht van de Minister van Begroting, ziet ter plaatse voortdurend toe op de verrichtingen van het Agentschap die een boekhoudkundige, financiële of budgettaire weerslag hebben.

HOOFDSTUK VII. — *Slobepalingen*

Art. 23. De Regering vraagt het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" over elk voorontwerp van decreet waarbij de opdrachten van het "Agence" of de uitvoering ervan gewijzigd kunnen worden.

Art. 24. Artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt aangevuld als volgt : "11° "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap)".

Art. 25. Het decreet van 22 februari 1990 houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap wordt opgeheven.

Art. 26. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 april 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 98 — 959

[S - C - 98/27238]

**26 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 1996
arrêtant les infrastructures à mettre en œuvre par la SOFICO**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la SOFICO, notamment l'article 2, alinéa 4, modifié par le décret du 8 février 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 1996 arrêtant les infrastructures à mettre en œuvre par la SOFICO;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant que l'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée au 1^{er} juillet 1998 pour la RN5 et au 1^{er} janvier 1999 pour la quatrième écluse de Lanaye afin de permettre et de ne pas entraver le déroulement des études en cours d'ores et déjà entamées par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 1996 arrêtant les infrastructures à mettre en œuvre par la SOFICO est complété par les tirets suivants :

- « — les dédoublements de la RN5 au sud de Charleroi et à Couvin;
- la quatrième écluse de Lanaye. »

Art. 2. L'article 1^{er}, 4e tiret, du même arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

L'article 1^{er}, 5e tiret, du même arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 26 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN